

## 2 Retour sur Projet de révision des modalités d'attribution de la bande 2,6 GHz TDD

### Question n° 1

Avez-vous des observations sur ce projet d'évolution des modalités d'attribution des fréquences de la

### Réponse n°1

1. Nous comprenons qu'une modification / clarification par rapport au document d'attribution précédent exprime le fait 'nouveau' que sur des zones superposées ou non les canaux alloués qui se trouvent séparés par une bande de garde de 5MHz au moins ne sont sujet à aucune limitation en dBμV/m et/ou obligation de synchronisation.
2. Vous avez réutilisé les valeurs ECC pour les zones de coordination (pour les cas '*où les zones géographiques qu'ils visent à couvrir présentent des surfaces communes*').
  - a. Nous comprenons le premier attribué n'aura pas de modification de droit si un second demandeur vient à postériori. Cette notion peut-elle est mentionnée ?
  - b. Les mesures sont effectuées à 3m quelque soit la hauteur du point d'émission
  - c. Dès la LMI, il est attendu des simulations radio à 30dBuV, 49dBuV et 65dBuV. Comment cela se matérialisera dans l'outil (auparavant – il fallait "dessiner" les polygones de la zone)
  - d. La redevance sera calculée sur la superficie à 65dBuV -ce point peut-il être souligné ?
3. Pour les expérimentations, il serait judicieux d'utiliser un formulaire ou un module différent de celui de demandes d'attribution permanente

Les autorisations délivrées par l'Arcep ont une durée maximale de 10 ans. A l'issue de la consultation publique de 2018, cette durée maximale avait été retenue, notamment en ce qu'elle apparaît compatible avec les cycles d'investissement.

#### **Question n° 2**

Au regard des usages professionnels et leurs objectifs, estimez-vous qu'il serait pertinent de faire évoluer les dispositions relatives aux durées des autorisations, et en particulier celles relatives à la durée maximale d'autorisation (voir en particulier la section 3.1) ?

#### **Réponse n°2**

1. Pour les cas de demande permanente par nos clients, la durée de 10 ans renouvelable sur des réseaux opérationnels nous paraît cohérente au regard des technologies mises en place même si Kontron n'est en général pas l'initiateur de la demande
2. Sur des réseaux de laboratoire de type Kontron, pour nos besoins propres, il nous apparaît aussi que cette durée maximale de 10 ans est appropriée.
3. Les conditions de renouvellement sont par contre à modifier :
  - ✓ Nous préférerions avoir une tacite reconduction à la fin de la période maximale plutôt qu'une nouvelle LMI à devoir lancer surtout sur des réseaux opérationnels
4. De plus nous avons compris qu'il ne sera pas nécessaire de lancer une nouvelle LMI si changement de technologie à partir du moment où il n'y a pas de modifications de la ressource radio (pas de changement de niveau au limite de zone (sauf si moindre) , pas de changement de trame,...). Ce point n'était pas précisé dans le document

Certains acteurs ont sollicité des autorisations d'utilisation des fréquences de la bande pour des durées « courtes ». Ces demandes étaient associées à des projets à visée événementielle, des projets de chantiers de travaux, etc.

### **Question n° 3**

Quelles dispositions relatives à l'attribution d'autorisations « de courte durée », visant à répondre à un besoin ponctuel, vous apparaissent pertinentes, notamment au regard des usages professionnels et leurs objectifs, et du point de vue des durées optimales de telles autorisations et, le cas échéant, de la procédure d'attribution des fréquences adaptées à ces cas d'usage ?

### **Réponse n°3**

1. Pour des salons ou événement de démonstration des demandes de quelques mois (2 ou 3) pour préparer la démo peuvent être nécessaire et suffisantes
2. Pour des besoins locaux adossés à une demande longue durée (exemple de cas de laboratoire 4G voulant tester de la 5G sur le même site), nous aimerions pour faire des demandes de durées moyennes (6 mois renouvelable par exemple) ; ceci pourrait être le cas pour les zones de laboratoires de développement ou de démonstration client KT.
3. Le processus de demande pour des durées courtes devrait être plus simples que pour des demandes permanentes de longues durées – ceci afin de faciliter les usages et permettre par exemple dans le cas d'évènement très ponctuel une agilité opérationnelle accrue.

**Question n° 4**

Est-ce que d'autres évolutions des modalités d'attribution de fréquences de la bande 2,6 GHz TDD vous semblent nécessaires ?

**Réponse n° 4**

1. Nous aimerions avoir un champ identifié spécifique permettant de préciser les fréquences ou les blocs de fréquences privilégiés par le demandeur (bien que nous ayons compris que le champ commentaire pouvait être utilisé pour cela)
2. De la même manière pourrait-on avoir un champ spécifique de permettant de souligner le caractère 'prioritaire' pour des clients de type OIV ou autre
3. La visualisation des fréquences obtenues sur la plateforme DALI semble manquante ou à améliorer, ceci afin d'identifier rapidement sur une zone les différents acteurs et leurs attributions ou LMI

**Fin du document**